



Parc national
du Mercantour

Décision individuelle N° 2020-50

Pétitionnaire : Fédération départementale des chasseurs des Alpes-de-Haute-Provence
Adresse : Maison de la Faune sauvage et de la nature, ZA Sainte-Colombe 04660 Champsercier
Nature de la demande : Activité dérogeant aux règles relatives à la protection du milieu naturel
Intitulé du projet : recherche au chien de sang des animaux blessés se réfugiant dans le cœur du Parc national du Mercantour
Localisation : ensemble du cœur du Parc national, côté département des Alpes-de-Haute-Provence

Le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, R.331-65 et R.331-67

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 6 et 10,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités n°1-II, n°1-III, n°2-II, n°8 et 9 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 21 février 2020 par Monsieur ISOARD Max, Président de la Fédération départementale des chasseurs des Alpes-de-Haute-Provence,

Considérant que la demande porte sur la possibilité d'autoriser « *les conducteurs de chien de sang agréés à effectuer des recherches lorsqu'un animal blessé se réfugie dans le cœur du parc national du Mercantour* »,

Considérant que l'introduction de chien dans le cœur du parc national est interdite, sauf exception des chiens de surveillance, de protection et de conduite des troupeaux, des chiens assistant des personnes handicapées ainsi que des cas particuliers définis par la modalité n°1 d'application de la réglementation,

Considérant que cette modalité n°1 indique qu'une autorisation dérogatoire peut être délivrée par le directeur « *au profit des chiens de résidents des villages ou hameaux accessibles par une voie carrossable, à condition que les chiens soient attachés ou enclos à proximité immédiate des bâtiments* », ainsi que pour « *l'entrée de chiens [...] dans le cadre d'une recherche scientifique* » ,

Considérant que l'entrée de chien de sang dans le cœur du parc national ne correspond pas aux cas où le directeur du Parc national peut délivrer une autorisation dérogatoire, comme définis dans cette modalité n°1,

Considérant que tel qu'indiqué dans la demande, ces recherches au chien de sang ont pour objectif de « *limiter la souffrance des animaux blessés* »,

Considérant que cet objectif final implique soit une prise en charge médicale par une personne dûment diplômée soit une mise à mort de l'animal blessé dans le cœur du parc national,

Considérant que les conducteurs de chien de sang agréés ne disposent a priori pas des compétences médicales évoquées et qu'ils ne peuvent intervenir que pour la mise en œuvre de la mise à mort,

Considérant que « *le port, la détention, le transport ou l'usage de toute arme ainsi que de ses munitions sont interdits* » dans le cœur du parc national,

Considérant que cette disposition du décret de 2009 inclut tous les types d'armes, y compris les armes blanches, et qu'elle ne prévoit pas de régime dérogatoire en-dehors de l'exercice des missions de police judiciaire et de la mise en œuvre de mesures destinées « *à détruire ou réguler des espèces animales* » causant un tort à une activité, à des écosystèmes ou à d'autres espèces,

Considérant que l'objectif final de la demande n'équivaut pas à une mesure visant à « *détruire ou à réguler des espèces animales* » en ce sens qu'elle ne porte pas sur une ou des espèces perturbatrices, mais sur des individus se trouvant dans une situation de détresse critique suite à un événement qui les a physiquement affecté,

Considérant par conséquent que l'objectif final de la demande n'entre pas dans un cas de dérogation possible à l'interdiction de port et d'utilisation d'arme dans le cœur du parc national,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La demande d'autoriser « *les conducteurs de chien de sang agréés à effectuer des recherches lorsqu'un animal blessé se réfugie dans le cœur du parc national du Mercantour* », telle que présentée le 21 février 2020 par la Fédération des chasseurs des Alpes-de-Haute-Provence représentée par son Président Monsieur ISOARD Max, est refusée.

Article 2 : Mesures de contrôle

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 3 : Sanctions


Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 4 : Publication


La présente décision sera notifiée au demandeur et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 17 avril 2020

le Directeur-adjoint



Laurent SCHEYER



Copies :

- service territorial Ubaye-Verdon

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.